

Non classifié

DCD(2004)12

Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

19-Nov-2004

Français - Or. Anglais

DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

DCD(2004)12
Non classifié

**FORUM DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT
AMELIORER L'EFFICACITE DES DONNEURS DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Organisé conjointement par le Comité d'aide au développement de l'OCDE et Transparency International

9-10 décembre 2004, Centre de Conférences Pierre Mendès France, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Paris (Bercy)

PROJET D'ORDRE DU JOUR ANNOTE

Le présent document propose un projet d'ordre du jour du Forum des Partenaires au développement qui se tiendra les 9 et 10 décembre 2004, et des notes relatives au programme. Il est encore sujet à des modifications.

Les participants au forum et les invités trouveront des informations complémentaires à l'adresse suivante : www.oecd.org/dac/governance/anticorruptionforum/participants.

Contact :

Sean Conlin - sean.conlin@oecd.org; tél. : +44 1243 379729 ;

Helen Green - helen.green@oecd.org; tél. : +33 1 45 24 94 0 ; télécopie : +33 1 44 30 61 47

JT00174178

Ta 25320

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

FORUM DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

**“AMÉLIORER L’EFFICACITÉ DES DONNEURS
DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION”**

Organisé conjointement par le

**COMITÉ D’AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L’OCDE ET
TRANSPARENCY INTERNATIONAL**

**Centre de Conférences Pierre Mendès France
Ministère de l’Economie, des Finances et de l’Industrie, Paris (Bercy)**

9-10 DÉCEMBRE 2004

**PROJET D’ORDRE DU JOUR ANNOTÉ
(version provisoire)**

JEUDI 9 DÉCEMBRE 2004

13h00 Contrôles de sécurité et enregistrement

13h30 Buffet de bienvenue

Session I : Programmes de lutte contre la corruption dans les pays partenaires

14h30 Rétablir la confiance du public vis-à-vis de l'efficacité du développement par le biais des programmes de lutte contre la corruption

Président : M. Kiyoo Akasaka (Secrétaire général adjoint de l'OCDE)

Principaux intervenants :

M. Ngozi Okonjo-Iweala, (Ministre des Finances, Nigéria)

M. Kamal Hossain (Président du Conseil consultatif de Transparency International)

M. Alexandre Randrianasolo (Directeur Général du Budget, Madagascar)

Ministre chargé des questions de développement, pays de l'OCDE (**à confirmer**)

15h30 Commentaires et questions des participants

16h30

Célébration de la Journée internationale des Nations unies contre la corruption
Liaison vidéo avec la Table ronde du PNUD à New York (**à confirmer**)
et Dimitri Vlassis (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)

Session II : Lutte contre la corruption

17h00-18h30 Séances de travail en groupes

Groupe 1 : Mieux comprendre l'économie politique de l'aide et de la corruption

Président : Haut fonctionnaire d'un pays de l'OCDE (**à confirmer**)

Intervenants :

M. Ketut Putra Erawan, (Directeur de la Graduate School for Local Politics and Regional Autonomy, Gadjah Mada University, Indonésie)

Mme Robin Hodess (Directeur des études stratégiques, Transparency International)

Expert d'un pays de l'OCDE (**à confirmer**)

- Groupe 2 :** **Renforcer le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption**
Président : à déterminer
Intervenants : à déterminer
Modérateur : M. Miklos Marschall (Transparency International)
- Groupe 3 :** **Favoriser l'adoption d'une législation sur le blanchiment de capitaux et la récupération des biens volés**
Président : à déterminer
Intervenants :
M. Jeremy Carver/Tim Daniels (Transparency International, Royaume-Uni) (**à confirmer**)
M. Gladwell Otieno (Transparency International, Kenya)
- Groupe 4 :** **Renforcer les capacités d'appliquer les conventions internationales**
Président : M. David Nussbaum (Chief Executive, Transparency International)
Intervenants:
M. Fritz Heimann (Transparency International, États-Unis)
M. Dimitri Vlassis (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)
- 18h30** **Fin de la session de travail en groupes**
- 18h30-19h30** **Réunion des présidents des groupes pour préparer les conclusions à soumettre à la session plénière finale**

VENDREDI 10 DÉCEMBRE 2004

Session III : ***Evaluer les pratiques des donneurs et les modalités de l'aide sous l'angle de la corruption***

09h00 **Débat : “Les modalités d’acheminement de l’aide et de l’assistance des donneurs favorisent-elles la corruption au lieu de la prévenir ?”**

Président : Mme Huguette Labelle (Chancelier de l'Université d'Ottawa, Canada)

Examineurs :

M. Abdoulaye Bio Tchane (Directeur du Département Afrique, FMI)

M. Brian Cooksey (Transparency International, Tanzanie)

Témoins :

M. Philippe Montigny (Partner, International Development and Strategies, France)

M. Luc Damiba (National Anti-Corruption Network, Burkina Faso)

Haut fonctionnaire d'un organisme de développement d'un pays de l'OCDE

Commentaires et questions des participants

10h30 **Pause**

Session IV : Engager une action concertée*Séances de travail en groupes***11h00-12h30 Leçons et principes à l'intention des gouvernements donneurs****Groupe 5 : Faciliter l'accès à l'information****Président :** Haut fonctionnaire d'un pays de l'OCDE (à déterminer)**Intervenants :**

Mme Valeria Merino Dirani (Transparency International, Equateur)

Mme Silke Pfeiffer (Transparency International)

M. Peter John Aitsi (President, Media Council, Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Groupe 6 : Soutenir les programmes de lutte contre la corruption des pays partenaires**Président :** Haut fonctionnaire d'un pays de l'OCDE (à déterminer)**Intervenants :**

M. Sanjay Pradhan (Président, Anti-Corruption Resource Centre de la Banque mondiale)

M. Inge Amundsen (Directeur, Utstein Anti-Corruption Resource Centre, Chr. Michelsen Institute)

M. Phil Mason (Department for International Development, Royaume-Uni)

Groupe 7 : Améliorer les procédures de passation de marchés et de contrats publics**Président :** M. Stefan Oswald (Chef adjoint, Département des affaires financières, BMZ, Allemagne)**Intervenants :**

Mme Juanita Olaya (Responsable de programmes en matière de contrats publics, Transparency International)

M. Henry Malinga, (Chief Director, Trésor, Afrique du Sud)

Mme Anne Muxart (Deputy Chief, Office of International Monetary and Financial System, MINEFI, France)

12h30 Déjeuner*Session plénière finale***14h00 Rapports et conclusions des séances par groupe****14h30 L'avenir****Président :** M. Michael Roeskau (Directeur de la Direction de la coopération pour le développement, OCDE)**Intervenants :**

Peter Eigen (Président du Conseil d'administration, Transparency International)

Mark Pieth (Président du Groupe de travail sur la corruption, OCDE)

Haut fonctionnaire spécialiste de la lutte contre la corruption d'un pays de l'OCDE (à confirmer)

DCD(2004)12

Commentaires et questions des participants

Synthèse et conclusions

M. Richard Manning, Président du Comité d'aide au développement, OCDE

16h30

Clôture du Forum

NOTES RELATIVES AU PROGRAMME

Rappel

1. Dans le droit fil des efforts résolus déployés à l'échelle internationale pour combattre la corruption, le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) et Transparency International (TI) ont décidé d'organiser un Forum des partenaires au développement dans l'optique d'améliorer l'efficacité des donateurs dans la lutte contre la corruption. Cette question sera examinée sous l'angle des trois objectifs interdépendants du Forum :

- améliorer l'action des donateurs visant à soutenir des programmes de lutte contre la corruption dans les pays partenaires ;
- évaluer les pratiques des donateurs et les modalités de l'aide sous l'angle de la corruption ;
- engager une action concertée.

2. Le Forum s'articule autour de ces trois thèmes, dans le cadre de séances plénières et de travaux en groupes. Cette réflexion par groupe s'inspirera des travaux de Transparency International et des travaux menés par les différentes directions de l'OCDE dans tout un éventail de domaines. Il offrira l'occasion de réunir des responsables politiques et de hauts fonctionnaires, des représentants de la société civile et du secteur privé de pays de l'OCDE et de pays non membres de diverses régions, des donateurs bilatéraux, des organismes multilatéraux, des ONG internationales et des organisations nationales de lutte contre la corruption. Quelque 150 personnes participeront à ce Forum.

3. Le 9 décembre étant la Journée internationale des Nations unies contre la corruption, le Forum des partenaires au développement marquera le premier anniversaire de la Convention des Nations unies contre la corruption. Une liaison vidéo retransmettra les événements organisés en cette occasion par les Nations unies à New York.

4. Le Forum se déroule sous les auspices du Ministère français des Finances dans le très agréable *Centre de Conférences Pierre Mendès France* (Bercy, Paris).

Session 1 : Programmes de lutte contre la corruption dans les pays partenaires

5. Cette session d'ouverture du Forum a pour objet de définir ce que l'on entend par programmes de lutte contre la corruption dans les pays partenaires en matière de gouvernance, et du rôle qu'y jouent les différentes parties prenantes. La lutte contre la corruption est l'affaire non seulement des pouvoirs publics, mais aussi d'acteurs non gouvernementaux, de la société civile et du secteur privé, aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays partenaires, qu'il s'agisse de pays en développement ou d'économies émergentes.

6. Le thème de la première séance plénière est le suivant : **“Rétablir la confiance du public vis-à-vis de l'efficacité du développement par le biais des programmes de lutte contre la corruption”**. Il s'agira au cours de cette séance d'examiner les articulations entre l'efficacité du développement, les activités de lutte contre la corruption, et le rétablissement de la confiance du public. Jusqu'à il y a peu, la tendance était à une diminution de l'aide, associée à une crise de confiance du public quant à l'impact sur le développement de l'aide publique au développement. Une désaffection du public qui peut trouver plusieurs explications, dont la perception des effets de la corruption dans les pays partenaires n'est pas la moindre.

7. Les principaux intervenants au cours de cette première séance plénière seront les suivants : M. Ngozi Okonjo-Iweala, (Ministre des Finances, Nigéria) ; M. Kamal Hossain (Président du Conseil consultatif de Transparency International), et M. Alexandre Randrianasolo (Directeur général du Budget, Madagascar).

8. La personnalité invitée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Nations unies contre la corruption sera M. Dimitri Vlassis [Chef de l'Unité anti-corruption, Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Vienne]. Une liaison vidéo permettra la retransmission des événements organisés à New York à l'occasion de cette Journée internationale, avec un exposé d'un conférencier invité venant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Session 2 : Combattre la corruption dans les pays partenaires

9. Cette session a pour objet d'aider à mieux comprendre comment s'y prennent les pays partenaires pour combattre la corruption. On s'intéressera en particulier aux efforts que déploient la société civile et les instances non gouvernementales pour favoriser l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC) et de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Comment la communauté internationale peut-elle s'organiser pour soutenir ces efforts ? Cette session sera organisée en quatre groupes de réflexion.

Groupe 1 : Mieux comprendre l'économie politique de l'aide et de la corruption. Le groupe fera le point sur les enseignements dégagés par les chercheurs des pays de l'OCDE et des pays partenaires quant à l'économie politique de l'aide et de la corruption. S'appuyant sur des études portant sur des thèmes précis ou des études de cas consacrées à des pays en particulier (Indonésie), le groupe appréciera l'efficacité des différentes techniques d'évaluation et indicateurs destinés à analyser et mesurer la corruption. A titre d'exemple, le groupe examinera un modèle d'analyse permettant d'évaluer la responsabilité horizontale au niveau macro-économique, en fonction du système national d'intégrité (SNI). Quelle sont les conséquences à tirer des conclusions de ces études et de ces méthodes d'évaluation en ce qui concerne les modalités de l'aide et la conditionnalité ?

Groupe 2 : Renforcer le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption. Le groupe cherchera à mieux comprendre le rôle que peut jouer la société civile pour sensibiliser l'opinion à la question de la corruption et faire davantage pression sur les pouvoirs publics et le secteur privé. Il s'intéressera à tous les acteurs de la société civile, aux interactions entre les gouvernements et les organisations multilatérales, et à la légitimité du rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre la corruption. Le groupe examinera également l'importance accordée à la question et les moyens d'assurer un suivi de la corruption.

Groupe 3 : Favoriser l'adoption d'une législation sur le blanchiment de capitaux et la récupération des biens volés. Ce groupe donnera des informations sur les initiatives en cours dans ce domaine, et analysera les interactions avec la CNUCC. Il pourrait également être question de la récupération de biens acquis grâce au produit de la corruption. Le groupe examinera notamment les possibilités et difficultés inhérentes à l'élaboration des "grandes lignes d'une législation type" dans ces domaines, qui pourrait contribuer utilement à surmonter le manque de capacités dans les pays partenaires.

Groupe 4 : Renforcer les capacités d'appliquer les conventions internationales. Ce groupe examinera les conventions internationales et régionales, y compris leurs mécanismes de suivi, et passera en revue leur mise en œuvre et le renforcement des capacités. La réflexion portera également sur les moyens à la disposition des gouvernements donateurs pour coordonner leurs actions et s'aligner sur les efforts déployés au plan national, notamment par le secteur privé, à l'appui de ce cadre international. Le groupe pourrait également étudier comment renforcer les synergies entre les conventions de l'OCDE et des Nations unies.

Session 3 : Evaluer les pratiques des donneurs et les modalités de l'aide sous l'angle de la corruption

10. Les questions relatives à la passation de marchés et à la corruption préoccupent donneurs aussi bien que bénéficiaires. De plus, des critiques font valoir que certaines pratiques des donneurs contribuent à aggraver la corruption dans les pays partenaires. Si certains détracteurs utilisent les affaires de corruption pour jeter le discrédit sur toute l'entreprise de développement, d'autres s'intéressent plus aux enseignements à tirer pour améliorer l'efficacité de l'aide en termes de développement. Les organismes donneurs ont certes déployé des efforts pour protéger les crédits accordés sous forme de prêts ou de dons de la corruption, mais ils doivent, pour être crédibles face aux critiques formulées à l'encontre des pratiques en matière d'aide, aller plus loin et prendre en compte l'impact de leurs pratiques sur les perspectives de développement des pays partenaires.

11. Cette session aborde ces différents points sous la forme d'un débat autour de la question : **“Les modalités d'acheminement de l'aide et de l'assistance des donneurs favorisent-elles la corruption au lieu de la prévenir ?”** D'une part, M. Brian Cooksey (TI-Tanzanie) défendra la thèse selon laquelle les activités des donneurs, en particulier certaines mesures et modalités de l'aide, peuvent favoriser la corruption. De l'autre, M. Abdoulaye Bio Tchané [Directeur du Département Afrique du Fonds monétaire international (FMI)] fera valoir que le cadre réglementaire international limite au contraire les possibilités de corruption. Des témoins clés, au fait des pratiques des donneurs et des actes de corruption existants, sont appelés à apporter leur concours pour déterminer les éventuelles causes et relations entre les pratiques des donneurs et les actes de corruption, en évoquant leur propre expérience dans des circonstances spécifiques. Ces témoins seront issus de la société civile et du secteur privé d'un pays de l'OCDE, d'un pays en développement et d'une économie en transition.

12. Le débat sera organisé de façon à ce puissent être exposés franchement et sans ambiguïté des faits controversés et des points de vues contradictoires. Il fera la transition avec le thème de la session suivante, à savoir comment la communauté internationale peut améliorer ses résultats en la matière.

Session 4 : Engager une action concertée

13. Cette session s'attachera à dégager des conclusions quant à l'action que pourrait engager la communauté internationale pour appuyer les efforts des pays partenaires en matière de lutte contre la corruption. Les participants étudieront en particulier comment les donneurs peuvent accroître l'efficacité du développement en tenant compte des risques de corruption dans leurs programmes d'aide. La session s'organisera autour de séances en groupes qui seront suivies d'une séance plénière.

14. Les différents groupes débattront des **“ Leçons et principes à l'intention des gouvernements donneurs”**. Ils confronteront les enseignements dégagés par les pays Membres de l'OCDE, les organismes multilatéraux et les ONG dans leurs efforts de lutte contre la corruption. Les échanges de vues porteront aussi sur les préoccupations que suscitent les interactions éventuelles entre aide et corruption dont il aura été question au cours de la session III. Chacun des groupes sera invité à réfléchir aux moyens de faire avancer le débat lors de la séance plénière finale.

Groupe 5 : Favoriser l'accès à l'information. Ce groupe cherchera à mieux comprendre le rôle de l'accès à l'information dans la lutte contre la corruption, tant dans les pays de l'OCDE que dans les pays partenaires, et à passer en revue quelques-unes des pratiques optimales recensées. Il sera question des travaux récemment entrepris par la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE (GOV) et par TI pour les pays de l'OCDE. Le groupe présentera en outre l'expérience du Conseil des médias en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui s'est appliqué à promouvoir l'accès à l'information.

Groupe 6 : Soutenir les programmes de lutte contre la corruption. Ce groupe a pour objectif de passer en revue les bonnes pratiques des donneurs dans le soutien qu'ils apportent aux activités de lutte contre la

corruption des pays partenaires. Le groupe examinera les enseignements tirés de l'expérience à moyen terme des programmes anti-corruption appuyés par des donateurs bilatéraux et multilatéraux (en particulier la Banque mondiale et le Groupe d'Utstein). Il se penchera également sur les travaux menés par le Réseau du CAD sur la gouvernance (GOVNET) pour élaborer des principes à l'intention des donateurs dans leur action contre la corruption.

Groupe 7 : Améliorer les procédures de passation de marchés et de contrats publics. L'objectif de ce groupe est d'étudier l'impact de la corruption dans la passation de marchés publics sur les programmes de développement dans les pays partenaires. Le groupe s'intéressera en particulier aux risques de corruption faisant intervenir les crédits d'aide. Il examinera les principes en matière de passation de marchés et de contrats publics qui se sont dégagés d'une table ronde organisée en Afrique du Sud, d'un forum mondial tenu à Paris (OCDE) et des travaux que TI consacre aux contrats publics.

15. Débat en séance plénière. **L'avenir.** Ce Forum a pour finalité d'améliorer l'efficacité des donateurs en matière de lutte contre la corruption. Ce thème a été abordé au cours des sessions antérieures qui ont porté sur les moyens d'améliorer l'action des donateurs en faveur des programmes anti-corruption dans les pays partenaires et sur l'évaluation des pratiques des donateurs et des modalités de l'aide sous l'angle de la corruption. A partir des conclusions dégagées lors des séances plénières et des séances en groupes, le Forum examinera les moyens par lesquels la communauté internationale peut progresser dans la lutte contre la corruption. Le débat sera encadré par M. Peter Eigen (Président de TI), M. Richard Manning (Président du CAD de l'OCDE), M. Mark Pieth (Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption), et un haut fonctionnaire d'un pays non membre chargé de la lutte contre la corruption. Ces intervenants feront part de leurs points de vue sur les conclusions du Forum et feront des propositions sur la marche à suivre dans l'avenir en fonction des débats menés jusque là. Chacun des intervenants représente une composante distincte de la communauté internationale engagée dans la lutte contre la corruption.